

(N° 106)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1924.

**Projet de loi relatif à la constitution d'une Association Nationale
des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSEURS,

Au moment où fut votée, par l'unanimité de la Législature, la loi du 10 mai 1919 consacrant le droit des sinistrés de la guerre à la réparation des dommages que leur avait cruellement infligés l'ennemi au cours de son occupation, personne ne doutait que les sommes nécessaires à cette réparation seraient couvertes par l'auteur lui-même des dommages.

Les stipulations formelles du Traité de paix, revêtu de sa signature, lui en imposaient l'obligation; elles ne faisaient que confirmer d'ailleurs les déclarations solennelles que le Reichstag allemand avait entendues au cours de la séance du 4 août 1914.

Près de cinq années pourtant se sont écoulées depuis l'entrée en vigueur du Traité, et l'on sait à quelles échappatoires et à quels subterfuges a sans cesse recouru l'Allemagne pour éluder l'accomplissement normal et régulier des obligations contractées par elle, si atténuées qu'elles aient été par la suite.

Dès qu'apparurent les premiers symptômes de cette éclatante mauvaise foi, le Gouvernement belge s'attacha à rechercher les moyens d'y parer et de faire renaître, malgré tout, le pays de ses ruines en hâtant sa restauration économique.

En vertu de la loi du 10 mai 1919 et de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1919, il remit aux sinistrés, au fur et à mesure des jugements rendus par les juridictions compétentes, soit des titres d'avances provisionnelles, soit des titres définitifs, émis par la Trésorerie à l'échéance de cinq ans et produisant un intérêt annuel de 5 %.

En même temps, pour faciliter aux sinistrés la mobilisation des titres délivrés par lui, il faisait appel au concours de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la priait d'accorder, à titre provisoire, des avances sur ces titres.

La Société Nationale de Crédit à l'Industrie, créée en vertu de la loi du

16 mars 1919, n'avait pas été fondée en vue de ce genre d'opérations. Elles ont pu cependant prendre place immédiatement dans le cadre de sa compétence. Son objet général est en effet de procurer à l'industrie et au commerce, en vue du développement de leurs moyens de production et de leurs ventes à l'extérieur, le crédit à long et à moyen terme que trouvaient leurs concurrents dans les grands établissements financiers de leur pays et qui leur permettait de consentir les délais de paiement que comportent en général les grands marchés d'exportation.

Eu égard à la difficulté du moment et à l'urgence de réédifier nos éléments de production, la Société Nationale accéda à la demande du Gouvernement. Elle le fit dans les conditions les plus avantageuses pour les sinistrés, sans aucun privilège ni monopole d'ailleurs, et contre remise de promesses à six mois, renouvelables à l'échéance, puisqu'il s'agissait d'avances passagères et provisoires.

Le rôle essentiel de la Société Nationale et le véritable caractère de son intervention en l'occurrence ont été précisés dans une réponse à une question parlementaire ⁽¹⁾, réponse qui redresse une double erreur trop communément

(1) « L'honorable membre fait erreur en considérant la Société Nationale de Crédit à l'Industrie comme un organisme dépendant de l'État, dont il serait en quelque sorte un agent d'exécution pour la mobilisation des titres de dommages de guerre.

» La loi du 16 mars 1919, qui autorisa la Banque Nationale de Belgique à fonder la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, soumet, il est vrai, cette dernière à certaines mesures de contrôle de l'État. Mais ces mesures se justifient par le fait que l'État garantit le paiement des intérêts des obligations émises par la Société; en échange de cette garantie, le Trésor s'est d'ailleurs fait reconnaître une part dans les bénéfices sociaux.

» La Société Nationale n'a pas été constituée pour traiter des mobilisations de titres de dommages de guerre. A cette époque, l'on attendait encore de l'Allemagne un prompt paiement des réparations. La création de la Société Nationale a été essentiellement inspirée par le souci d'organiser, en Belgique, le crédit à long et à moyen terme. Cette institution nouvelle venait ainsi combler une lacune de notre système bancaire qui, bien avant la guerre, préoccupait déjà l'industrie et le commerce.

» Je me plais à constater ici qu'à cet égard, la Société Nationale a remarquablement réalisé les espérances du législateur, puisqu'à ce jour elle a déjà consenti pour plus de 300 millions de francs d'avances à long et à moyen terme.

» Mais, à peine constituée, la Société Nationale, consciente des nécessités de la restauration du pays, répondit sans hésitation à l'appel que le Gouvernement fit à sa collaboration en vue de la mobilisation des titres délivrés aux porteurs de bons de réquisition allemands. Plus tard, lorsque les tribunaux de dommages de guerre entrèrent en activité, la Société consentit également à accorder des avances sur les titres d'allocations judiciaires.

» Bien entendu, la Société Nationale se réservait toute liberté quant à la détermination des conditions auxquelles s'effectueraient ces opérations.

» Si, maintenant, elle a adopté la règle de la limitation de ses avances sur titres nominatifs de dommages de guerre, nul ne peut lui en faire un grief, pas plus que l'on ne peut reprocher à la Banque Nationale de n'avoir jamais, depuis sa fondation, et d'accord avec le Gouvernement, consenti de prêts sur les autres titres de la Dette belge que jusqu'à concurrence de 80 % de leur valeur boursière. Ni dans l'un, ni dans l'autre cas, il ne peut être question d'ébranlement du crédit national.

» Le Gouvernement a mis à l'étude un projet visant à apporter au problème de la mobi-

commise dans le public et jusque dans des milieux où l'on peut s'étonner de les avoir vues se répandre.

Toujours est-il que ces avances ont pris rapidement une extension qui dépassait, et de beaucoup, les prévisions primitives. Elles ne sont pas loin d'atteindre 2,000,000,000 de francs, et l'on n'oserait dire qu'elles soient arrivées à leur maximum, un certain nombre de jugements définitifs n'étant pas encore rendus.

Un chiffre aussi considérable ne pouvait manquer de susciter les préoccupations et du Gouvernement et de l'établissement prêteur. La confiance que celui-ci inspire n'a jamais été plus robuste et le montant des obligations qu'il a placées depuis son origine en est la meilleure preuve. Mais il devient difficile de prolonger davantage une situation qui ne devait être que transitoire, et de plus en plus vont s'affirmer les besoins de ce crédit à long terme assurant le succès de nos ventes à l'étranger comme l'extension du chiffre de nos affaires, besoins auxquels doit précisément pourvoir la Société Nationale et en vue desquels elle a été constituée.

Aussi bien, il apparaissait dès lors de toute évidence que des mesures s'imposaient en vue de l'échéance prochaine des titres de dommages, et c'est dans cette vue que, ainsi que l'annonçait la déclaration ci-dessus rappelée, le Gouvernement « mit à l'étude au projet visant à apporter au problème de la mobilisation des titres de dommages de guerre une solution de nature à donner aux intéressés la sécurité et la stabilité auxquelles ils aspirent ».

Deux formules se présentaient naturellement à l'esprit.

La première était celle qui a été réalisée en Belgique par la création d'une Fédération des Coopératives pour dommages de guerre, que l'on pourrait appeler les dommages civils, et qui a donné lieu à l'émission successive de trois emprunts d'un milliard chacun.

La seconde était celle, analogue d'ailleurs en son genre, qui a été réalisée en France, où les groupements de la grande industrie ont donné pour gage aux emprunts qu'ils ont placés, les annuités que l'État s'est engagé à leur verser en représentation aussi du solde des dommages de guerre alloués par les juridictions compétentes.

C'est de la combinaison de ces deux formules qu'est née la proposition soumise en ce moment au Parlement.

lisation des titres de dommages de guerre une solution de nature à donner aux intéressés la sécurité et la stabilité auxquelles ils aspirent.

» Il a, dès à présent, obtenu de la Société Nationale l'assurance qu'elle montrerait la plus grande modération dans l'application des dispositions qu'elle a jugé devoir adopter. Ainsi notamment, en ce qui concerne les opérations déjà effectuées, la Société Nationale surseoir, jusqu'à nouvel ordre, à l'exécution des mesures de régularisation qui eussent dû intervenir à la prochaine échéance semestrielle. Quant aux opérations nouvelles, j'insiste en ce moment auprès de la Société Nationale pour que, en attendant la mise au point du projet de consolidation à l'étude, elle continue à accorder des avances égales au montant des titres présentés. »

Chambres législatives. Session ordinaire 1922-1923. Séance du 23 mai 1923. Questions et réponses, p. 353, n° 157.

*
* *

Il sera fondé une *Association nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre* ayant pour unique objet le rachat des titres obtenus par ses membres en représentation des indemnités qui leur ont été reconnues.

Chacun des associés s'engagera pour une somme équivalente au montant des titres qu'il cèdera.

L'Association se procurera par voie d'emprunts les fonds nécessaires au paiement des titres qu'elle rachètera.

Le fonds social constitue la garantie de ces emprunts qui, d'ailleurs, seront aussi et intégralement garantis par l'État, et quant au service des intérêts et quant au remboursement du capital; le crédit nécessaire à cette fin sera porté annuellement au Budget de la Dette publique. Il en résulte que l'engagement des associés pour la formation du capital ne comporte aucun versement en espèces.

Mais ces associés contracteront un second engagement. Et ici trouvent leur place quelques explications qui éclaireront plus complètement la genèse et l'économie du projet.

On vient de le rappeler, la plupart des industriels et commerçants sinistrés ont trouvé à escompter leurs créances à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Celle-ci leur fit des avances équivalentes au capital du titre, sous forme d'escompte de promesses à six mois, au taux de 5.50 %. Les sinistrés étant, d'autre part, crédités de l'intérêt net du titre de l'État remis par eux en gage, soit 4.90 % (5 % moins l'impôt), l'opération leur coûtait annuellement 0.60 %. C'est cette contribution de 0.60 %, soit 6 pour mille, que les participants à l'Association projetée s'engageront à verser pendant la durée de trente années qu'il a paru possible d'assigner à l'emprunt qui est à la base de la combinaison.

Sans rien préjuger, et simplement afin de fixer les idées, nous indiquerons ce calcul :

Les titres mobilisés à la Société Nationale atteignent environ 2 milliards. Si tous les intéressés adhèrent à l'Association, l'emprunt, dans l'hypothèse d'un 6 % à trente ans, émis à 99, comportera un capital de 2,020,000,000 de francs et une annuité de fr. 146,753,000 »

Les associés auront à verser 6 pour mille sur 2 milliards . . . 12,000,000 »

Reste pour l'État. . . . fr. 134,753,000 »

La charge actuelle (5 % sur 2 milliards — intérêt seul)
est de fr. 100,000,000 »

Le supplément serait donc de. . . . fr. 34,753,000 »

soit, pour 100 francs effectifs, 1.74 %.

Une telle dotation d'amortissement éteindrait en 27 à 28 ans un emprunt à 5 %.

En d'autres termes, l'opération équivaldrait pour l'État à transformer cette partie de sa Dette actuelle de dommages de guerre à l'échéance du 1^{er} janvier 1925 en une dette au même taux de 5 %, amortissable en 27 ans environ.

D'une part donc, les industriels et commerçants se dégageront de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent actuellement engagés, au prix d'un sacrifice qui étend à une période de trente années la charge acceptée par eux à titre transitoire pour la mobilisation de titres qu'ils devaient encaisser au bout de cinq ans.

L'État, d'autre part, grâce à cette contribution, reporte sur une longue période, à des conditions supportables, une échéance lourde et prochaine. Par des appels répétés à l'épargne nationale, tant sous la forme d'emprunts directs à long ou à court terme que par la voie des emprunts émis sous l'égide de la Fédération des Coopératives, le Trésor a déjà pu financer une part considérable des dommages privés, ainsi que la presque totalité de ceux éprouvés par le domaine public. Et les liquidations à l'intermédiaire de la Fédération se poursuivent activement. Mais il est depuis longtemps apparent qu'à raison de la carence allemande, le Trésor se verra hors d'état de régler de même, c'est-à-dire intégralement en espèces, à l'échéance stipulée, les titres créés en exécution de jugements qui seront alors en circulation. Pour une notable fraction de cette échéance, les deux tiers du capital actuellement émis, la combinaison offerte à l'État va lui permettre, à la fois, de différer le terme, d'échelonner les paiements et même de récupérer une quotité appréciable des charges inhérentes à cette transformation. A une dette fixe se substitue une dette annuaire, et la mutation s'opère sans influencer profondément le marché financier, puisque, en définitive, il ne s'agit point de trouver de l'argent frais, chaque titre placé libérant son équivalent dans la masse des fonds actuellement investis sous forme d'avances et qu'ont procurés soit l'émission des obligations de la Société Nationale, soit ses dépôts, soit d'autres opérations de crédit.

Enfin, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie verra s'alléger par degrés la tâche qu'elle a si opportunément assumée et pourra ainsi consacrer toutes ses ressources au développement des opérations rentrant plus directement dans son objet social. Elle trouvera, en effet, dans le placement des obligations de l'Association, des ressources plus stables, et les résultats remarquables réalisés par elle dans un passé si court encore et si bien rempli font bien augurer du nouvel effort auquel elle consent à se prêter.

L'idée mère ainsi exposée, il ne semble pas qu'il y ait lieu d'entrer dans de longs développements au sujet des autres points réglés par les statuts annexés au projet de loi. Les dispositions essentielles, en dehors de ce qui vient d'être dit, visent les précautions qui ont paru s'imposer en vue de sauvegarder l'intérêt public : inaccessibilité des parts, sauf autorisation; règles pour l'admission; mesures au cas d'incapacité juridique, de décès, de dissolution d'une société membre de l'Association, de faillite; participation de l'État à l'administration; contrôle des opérations; comptes sociaux; intervention du Gouvernement en cas de modification des statuts.

Le projet de loi même attache à l'Association la personnalité juridique et donne à ses engagements caractère commercial. Il met à charge du Trésor les frais

généraux, l'Association ne poursuivant aucun but de lucre et n'étant point appelée à recueillir de bénéfices, l'œuvre étant purement d'intérêt général. Il prévoit l'exemption d'impôts pour les emprunts, justifiée par les mêmes motifs que pour ceux de la Fédération des Coopératives de dommages, et dispense l'organisme du timbre et de l'enregistrement. Enfin, le projet institue en faveur de l'État privilège sur les biens des associés aussi longtemps qu'ils restent redevables de la contribution de 6 pour mille, dont ils peuvent d'ailleurs se libérer par un versement capitalisé.

Qui pourrait nier l'urgence et l'équité de cette solution?

L'industrie et le commerce ont certes le même droit que la propriété privée à la réparation du préjudice profond qu'ils ont subi du fait de la guerre. Peut-être même méritent-ils la sollicitude toute spéciale des pouvoirs publics, puisqu'ils sont, sans conteste, et dans une mesure toujours plus large, les facteurs principaux de l'activité nationale, ceux sur lesquels le pays doit compter avant tout pour reconquérir sa vitalité passée, fournir du travail à ses ouvriers et apporter le principal contingent de ressources aux budgets de l'État, des provinces et des communes, rendre à notre monnaie sa valeur et par là diminuer le coût de la vie. Ce n'est point exagéré que de dire que, sans eux, c'est la subsistance, l'existence même du pays qui serait mise en danger.

Lors donc que l'on n'a point hésité à accorder la garantie de l'État aux emprunts de la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre, comment sera-t-il un seul instant possible de la refuser aux emprunts émis par le groupement des sinistrés industriels et commerçants, sans distinction aucune de profession, de domicile ni d'importance relative?

On n'aura pas laissé de noter au surplus que pour rendre plus rapide et plus aisée la consolidation des dommages qu'appellent à la fois leurs vœux et les intérêts de l'État, les sinistrés industriels et commerçants n'ont pas hésité à consentir un sacrifice annuel qui grèvera incontestablement leurs bilans futurs et réduira en proportion la rémunération des capitaux investis dans leurs entreprises. Grâce à cet esprit de sacrifice, auquel nous nous plaisons à rendre ici un particulier hommage, la mise sur pied de la combinaison susévoquée a été singulièrement facilitée.

En toute équité, on reconnaîtra qu'en se ralliant au projet soumis à la Législature, chacun a fait loyalement, patriotiquement sa part dans une œuvre de consolidation hautement désirable pour l'avenir du pays.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
GEORGES THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Économiques,
A. VAN DE VYVERE.

(1)

(Nr 106)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JANUARI 1924.

Ontwerp van wet betreffende de oprichting eener Nationale Vereeniging van Handelaars en Nijveraars voor het herstel der oorlogsschade.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Toen de wet van 10 Mei 1919 houdende huldiging van het recht der oorlogsgeteisterden op het herstel der hun, tijdens de bezetting, door den vijand op zoo wreedaardige wijze berokkende schade, door de Wetgeving met eenparigheid van stemmen werd aangenomen, twijfelde niemand of de tot dat herstel noodige sommen zouden op den dader der schade zelf verhaald worden.

De uitdrukkelijke bepalingen van het vredesverdrag, dat hij onderteekend had, legden hem de verplichting daartoe van op; zij waren overigens slechts eene loutere bevestiging van de plechtige verklaringen welke, den 4 Augustus 1914, door den Rijkskanselier, in zitting van den Duitschen Rijksdag afgelegd werden.

Evenwel zijn nagenoeg vijf jaren verlopen sedert het in zwang treden van het verdrag en men weet tot welke uitgeven en kunstgrepen Duitschland, zonder ophouden, de toevlucht genomen heeft om het normaal en regelmatig nakomen der verplichtingen welke het aangegaan had, te ontgaan, hoe die verplichtingen naderhand ook werden verzacht.

Zoodra de eerste kenteekenen dier in 't oog vallende kwade trouw aan den dag traden, heeft de Belgische Reggering zich beijverd de middelen op te zoeken om ze te keer te gaan en om het land, door dezès economischen heropbouw te bespoedigen, ondanks alles uit zijne puinhoopen te doen oprijzen.

Krachtens de wet van 10 Mei 1919 en het Koninklijk besluit van 1 Juni 1919 gaf zij aan de geteisterden, naarmate de vonnissen door de bevoegde rechtsmachten uitgesproken werden, hetzij titels van provisioneele voorschotten, hetzij definitieve titels die, door de Thesaurie uitgegeven worden, met eenen vervaltermijn van vijf jaar en jaarlijks 5 t. h. interest opbrengen.

Terzelfder tijd deed zij, opdat de geteisterden hunne titels gemakkelijk zouden kunnen mobiliseeren, beroep op de medewerking van de Nationale Vennootschap

H

voor crediet aan de Nijverheid en verzocht zij deze, ten voorloopigen titel, voorschotten op bewuste titels te verleen.

De nationale Vennootschap voor crediet aan de Nijverheid, opgericht bij de wet van 16 Maart 1919, was niet geslicht met het oog op zulke soort verrichtingen. Zij konden nochtans onmiddellijk plaats nemen in het kader van haren werkring. Haar algemeen doel is inderdaad, aan handel en nijverheid, met het oog op de ontwikkeling van hunne voortbrengstmiddelen en het toenemen van hunnen afzet in het buitenland het crediet op langen of middelmatigen termijn te verleen dat hunne mededingers bekwamen bij de groote financieele instellingen van hun land en dat hun toeliet de betalingstermijnen toe te staan welke bij de belangrijke verhandelingen met den vreemde doorgaans betrokken zijn.

Uit aanmerking van den benarden toestand van 't oogenblik en van de dringende noodzakelijkheid onze productiemiddelen onverwijld weder op peil te brengen bewilligde de Nationale Vennootschap in de aanvraag der Regeering. Zij deed het in de voor de geteisterden meest gunstige voorwaarden, trouwens zonder eenig voorrecht of monopolie, en tegen afgifte van promessen op zes maand vernieuwbaar bij den verval dag, vermits het om tijdelijke en voorloopige voorschotten ging.

De voornaamste functie van de Nationale Vennootschap en het werkelijk karakter harer tusschenkomst ter zake werden nader bepaald in een antwoord op eene door een volksvertegenwoordiger aan den Minister gestelde vraag ⁽¹⁾, bij welk antwoord eene tweeledige dwaling terecht gewezen wordt, welke al te

(1) « Het achtbaar lid heeft het mis op als hij de Nationale Maatschappij voor Nijverheidskrediet beschouwt als een inrichting, afhangende van den Staat en in zekeren zin gelast met het verhandelbaarmaken van de titels wegens oorlogsschade.

» Het is waar dat, door de wet van 16 Maart 1919, waarbij de Nationale Bank gemachtigd wordt eene nationale maatschappij voor nijverheidskrediet op te richten, deze laatste maatschappij in zekere mate aan Staatstoezicht is onderworpen. Zulks is echter gewettigd doordien de Staat de betaling waarborgt van de interesten der obligatiën welke door de maatschappij worden uitgegeven; de schatkist heeft zich overigens, voor dien waarborg, het recht op een deel in de winsten der maatschappij doen toekennen.

» De Nationale Maatschappij werd niet opgericht met het doel de titels wegens oorlogsschade verhandelbaar te maken. Toen zij werd opgericht, werd nog vanwege Duitschland spoedige betaling van de herstellingschuld verwacht. De Nationale Maatschappij werd hoofdzakelijk opgericht met het doel in België krediet op lang en gemiddeld termijn in te richten. Door die nieuwe inrichting werd dus voorzien in een leemte welke in ons bankwezen bestond en waarmede reeds voor den oorlog de nijverheids- en handelsmiddens zich bezighielden.

» Het verheugt mij hier dien aangaande te kunnen vaststellen dat de Nationale Maatschappij aan de verwachtingen der wetgevers heeft beantwoord, gezien zij thans reeds meer dan 300 miljoen frank voorschotten op lang en gemiddeld termijn heeft gedaan.

» Reeds kort na haar oprichting zelfs, gaf de Nationale Maatschappij beseffende wat noodig is tot 's lands herstel, gevolg aan den wensch der Regeering om bij te dragen tot het te gelde maken van de titels aan drager van de Deutsche opeischingsbons. Toen nadien de rechtbanken voor oorlogsschade in werking traden, stemde de maatschappij er in toe

dikwijls begaan wordt onder het publiek en zelfs in de kringen waar men kan verwonderd zijn dat zij ingang heeft gevonden.

Wat er ook van weze, deze voorschotten hebben dergelijken omvang genomen dat de oorspronkelijke voorzieningen al heel gauw in hooge mate overschreden werden. Zij zijn bijna tot 2,000,000,000 geklommen en men zou niet durven beweren dat zij hun hoogste punt bereikt hebben, daar nog een zeker aantal eindvonnissen moeten gewezen worden.

Een zoo aanzienlijk cijfer kon niet anders dan de Regeering en de geldschietende instelling bezorgd te maken. Het vertrouwen dat laatstgemelde inboezemt, is echter dan ooit en het bedrag der door haar sedert haar ontstaan geplaatste obligatiën is er het beste bewijs van. Maar het wordt bezwaarvol eenen toestand, die slechts tijdelijk zijn moest, langer te laten voortbestaan en elken dag worden dringender onze behoeften om dat crediet op langen termijn dat onzen uitvoerhandel en het cijfer van onzen omzet moet doen aangroeien, behoeften waarin de Nationale Vennootschap juist moet voorzien en waarvoor zij opgericht werd.

Het lag dus duidelijk voor de hand dat maatregelen moesten getroffen worden met het oog op den nakenden vervaldag van de titels der schade, en 't is daarom dat de Regeering, zooals aangekondigd stond in de verklaring waaraan hierboven herinnerd werd, « een ontwerp ter studie gelegd heeft dat ten doel heeft aan het vraagstuk der mobilisatie van de titels der oorlogsschade eene oplossing te geven

voorschotten te verleenen op de titels op schadevergoedingen door de rechtbanken toegekend.

» De Nationale Maatschappij behield zich, wel te verstaan, volledige vrijheid voor betreffende de voorwaarden waaronder die verrichtingen zouden plaats hebben.

» Zoo zij nu als regel aangenomen heeft haar voorschotten op titels op naam voor oorlogsschade te beperken, kan haar niemand die euvel duiden, evenmin als men aan de Nationale Bank kan verwijten nooit, sedert hare stichting, en dit in overleg met de Regeering, leeningen te hebben toegestaan op de andere titels der Belgische Schuld, tenzij tot beloop van 80 t. h. hunner beurswaarde. In het een noch in het ander geval, kan er van spraak zijn het nationaal krediet aan het wankelen te brengen.

» De Regeering heeft een ontwerp ter studie gelegd, dat ten doele heeft aan het vraagstuk van het verhandelbaarmaken van de titels voor oorlogsschade eene oplossing te geven, van aard om aan de belanghebbenden de zekerheid en de bestendigheid te waarborgen, waarnaar zij vragen.

» Zij heeft van nu af aan, van de Nationale Maatschappij de verzekering bekomen dat zij de grootste matigheid zou betoonen bij het toepassen van de schikkingen die zij gemeend heeft te moeten nemen. Zoo zal de Nationale Maatschappij, inzonderheid wat de reeds gedane verrichtingen betreft, tot nider bevel, de uitvoering verdagen van de regelingsmaatregelen die hadden moeten getroffen worden, bij den aanstaanden halfjaarlijkschen vervaldag, wat de nieuwe verrichtingen betreft, dring ik thans aan bij de Nationale Maatschappij opdat zij, in afwachting, dat het ter studie liggend konsolideeringsontwerp gereed weze, verder voorschotten toesta, gelijk aan het bedrag der voorgelegde titels. »

(Wetgevende Kamers. Gewone zittingsjaar, 1922-1923. Vergadering van 23 Mei 1923. Vragen en antwoorden, blz. 353, n° 157)

die van aard is aan de belanghebbenden de door hen gewenschte veiligheid en vastheid te verschaffen. »

Twee formules rezen natuurlijk voor den geest.

De eerste was deze welke in België bewerkstelligd werd door het oprichten van het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen voor de oorlogsschade welke men burgerlijke schade zou kunnen heeten en die aanleiding gegeven heeft tot het achtereenvolgens uitgeven van drie leeningen van ieder één milliard.

De tweede is deze, overigens van zelfden aard, die werd bewerkstelligd in Frankrijk waar de groepeerings der grootnijverheid tot onderpand van de door haar geplaatste leeningen de annuïteiten hebben gegeven welke de Staat zich verbonden heeft haar te storten ter vertegenwoordiging ook van het saldo van de door de bevoegde rechtsmachten toegekende oorlogsschade.

't Is uit eene samensmelting van beide formules dat het thans aan het Parlement onderworpen voorstel ontstaan is.

* * *

Opgericht wordt eene Nationale Vereeniging van Handelaars en Nijveraars voor het herstel der oorlogsschade, waarvan het eenig doel is de titels in te koop en door hare leden bekomen ter vertegenwoordiging van de hun toegekende vergoedingen.

Elk der vennooten verbindt zich voor eene som gelijk aan het bedrag der titels welke hij zal afstaan.

De Vereeniging zal zich bij wege van leeningen de fondsen verschaffen die noodig zijn tot het betalen der door haar ingekochte titels.

Het maatschappelijk fonds dient tot waarborg van die leeningen dewelke, overigens, ook voor hun geheel bedrag, zoowel wat den dienst der interesten als wat de terugbetaling van het kapitaal betreft, door den Staat zullen gewaarborgd worden; het daartoe noodig crediet zal jaarlijks op de Begrooting der Openbare Schuld uitgetrokken worden. Daaruit volgt dat de verbintenis der vennooten voor het vormen van het kapitaal geene storting in geldspecie behelst.

Maar die vennooten zullen eene tweede verbintenis aangaan. En hier zijn niet misplaatst enkele uitleggingen die wat meer licht werpen op de wording en het gehalte van het ontwerp.

Zooals er hiervoor aan herinnerd werd, hebben meest alle handelaars en nijveraars hunne schuldvorderingen ter Nationale Vennootschap voor crediet aan de nijverheid kunnen disconteeren.

Deze deed hun voorschotten gelijk aan het kapitaal van den titel bij wijze van discontoeering van promessen op 6 maand tegen 5.50 t. h. Daar de geteisterden anderzijds gecrediteerd werden voor den zuiveren interest van den door hen in pand gegeven titel van den Staat, hetzij 4.90 t. h. (5 t. h. min de belasting), zoo kostte de verrichting hun jaarlijks 0.60 t. h. Het is deze bijdrage van 0.60 t. h., zegge 6 per duizend, welke de deelnemers aan de ontworpen Vereeniging zich verbinden te storten gedurende het tijdperk van dertig jaren dat

mogelijk geacht werd te kunnen worden aangewezen aan de leening welke der combinatie ten grondslag ligt.

Zonder op iets vooruit te loopen, en enkel om de gedachten te bepalen duiden wij die berekening hieronder aan :

De bij de Nationale Vennootschap gemobiliseerde titels beloopt ongeveer 2 milliard. Indien al de belanghebbenden zich bij de Vereeniging aansluiten, zal de leening in de veronderstelling dat zij van het type 6 t. h. op 30 jaar weze en tegen 99 frank uitgegeven worde, een kapitaal bedragen van 2,020,000,000 frank en eene annuïteit van fr. 146,753,000 »

Door de vennoten dient te worden gestort 6 per duizend op 2 milliard fr. 12,000,000 »

Blijft voor den Staat. fr. 134,753,000 »

De huidige last (5 t. h. op 2 milliard) — interest alleen — bedraagt fr. 100,000,000 »

Het supplement zou dus bedragen. fr. 34,753,000 »

zegge, voor 100 werkelijke frank, 1.74 t. h. Eene dergelijke dotatie voor aflossing zou eene leening 5 t. h. in 27 tot 28 jaar delgen.

Met andere woorden, de operatie zou er voor den Staat op neerkomen dat deel zijner huidige schuld voor oorlogsschade dat den 1 Januari 1923 vervalt, om te zetten in eene schuld eveneens tegen 5 t. h. en aflosbaar in omstreeks 27 jaar.

Eenerzijds dus zullen handelaars en nijveraars zich uit den hachelijken toestand, waarmee zij thans te kampen hebben, loswerken ten koste eener opoffering, waardoor tot een tijdsbestek van dertig jaar gebracht wordt de door hen, ten overgangstitel, aanvaardde last voor het mobiliseeren van titels, die zij na vijf jaar moesten incasseeren.

Anderzijds brengt de Staat, dank zij die bijdrage, een drukkenden en nakenden vervaldag in draaglijke voorwaarden op een langdurig tijdsbestek over. Door herhaaldelijk beroep te doen op 's lands spaarpenningen, zoowel bij wijze van rechtstreeksche leeningen op langen of op korten termijn, als bij wege van leeningen onder bescherming van het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen, heeft de Schatkist het geld kunnen bijeenkrijgen voor een aanzienlijk deel der private schade en bijna de algeheelheid der schade aan het Staatsdomein. En de vereveningen door bemiddeling van het Verbond worden druk doorgezet. Maar reeds lang is het duidelijk dat de Schatkist, om reden van Duitschlands niet betalen, niet bij machte zal zijn over te gaan tot algeheele regeling in geldspecie op den aangegeven vervaldag van de in uitvoering van vonnissen uitgegeven titels, die alsdan in omloop zullen zijn. Voor een merkelyk deel van de dan vervallende som, de twee derden van het thans uitgegeven kapitaal, zal de combinatie die den Staat aangeboden wordt, hem toelaten te gelijk den betaaldag te verschuiven, de betalingen over zekeren tijd te verdeelen en zelfs een tamelyk goed deel der met die vervorming verband houdende lasten te

verhalen. In de plaats van eene vaste schuld komt er eene annuïtaire en de verandering geschiedt zonder diepgaanden invloed op de geldmarkt, vermits het er op stuk van zaken niet op aankomt nieuw geld te vinden, want elke geplaatste titel komt ter vrijmaking van een gelijk bedrag in de fondsen, die thans in de voorschotten steken en verschaft werden 't zij door de uitgifte van obligaties der Nationale Maatschappij, 't zij door dezer bewaargevingen, 't zij door andere creditverrichtingen,

Ten slotte, zal de taak, die de Nationale Vennootschap voor Crediet aan de Nijverheid zoo te goeder ure op zich genomen heeft, trapsgewijze lichter worden en zal die Vennootschap al hare krachten kunnen wijden aan de uitbreiding van de verrichtingen, die beter bij haar Maatschappelijk doel behooren. Zij zal inderdaad in het plaatsen van de obligaties der Vereeniging blijvender inkomsten vinden en de merkwaardige, door haar op zoo korten en zoo wel besteden tijd behaalde uitslagen laten het beste verhoppen van de nieuwe inspanning waartoe zij bereid is.

Nu de grondgedachte aldus uitgelegd is, lijkt het niet noodig breedvoerig uit te weiden nopens de andere punten, die geregeld worden in de statuten die bij het wetsontwerp gevoegd zijn. Behalve hetgeen hierboven gezegd is, loopen de hoofdbepalingen over de voorzorgen, die geboden schenen om het openbaar belang te vrijwaren : onafstaanbaarheid der aandelen behoudens machtiging regels voor de opneming ; maatregelen in geval van gerechtelijke onbevoegdheid, van overlijden, van ontbinding eener maatschappij die van de Vereeniging deel uitmaakt, van faillissement ; deelname van den Staat in het beheer ; toezicht over de verrichtingen ; maatschappelijke rekeningen ; tusschenkomst der Regeering in geval van wijziging in de statuten.

Het wetsontwerp zelf verleent rechtspersoonlijkheid van de Vereeniging en geeft handelskarakter aan hare verbintenissen. Het legt de algemeene onkosten ten laste van de Schatkist, zulks omdat de Vereeniging geen winstbejag nastreeft en niet geroepen is winsten op te strijken, want het werk beoogt alleen het algemeen belang. Het voorziet belastingvrijdom voor de leeningen, en dit om dezelfde redenen als voor de leeningen van het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen, en stelt het organisme vrij van zegel en van registratie. Het ontwerp, ten slotte, vestigt ten bate van den Staat een voorrecht op de goederen der vennoten, zoolang deze de bijdrage van 6 per duizend, waarvan zij zich overigens door eene gekapitaliseerde storting kunnen kwijten, nog verschuldigd zijn.

Wie zou het wagen te ontkennen, dat die oplossing spoedeischend en billijk is.

Handel en nijverheid hebben gewis evenveel recht als het privaat eigendom op herstel van de gevoelige schade, die zij door den oorlog geleden hebben. Misschien wel verdienen zij eene heel bijzondere bezorgdheid van wege de openbare machten, vermits zij, ontegenzeglijk en in steeds toenemende mate, de voornaamste factoren zijn van 's lands bedrijvigheid, die waarop het vooral staat moet maken om zijne vroegere levenskracht te hervinnen, zijnen arbeiders werk te verschaffen, de begrootingen van het Rijk, de provinciën en de gemeenten in de ruimste mate te slijven, onze munt hare waarde terug te geven en daardoor

de levensduurte te doen dalen. Wij overdrijven niet wanneer wij verklaren dat zonder hen zelfs 's lands bestaan in 't gedrang zou komen.

Waar men dus niet gearzeld heeft den waarborg van den Staat te hechten aan de leeningen van het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen voor oorlogsschade, zal het ook geen oogenblik mogelijk zijn dien te weigeren aan de leeningen van de groepeerings van de geteisterde handelaars en nijveraars, zonder eenig onderscheid van beroep, van woonplaats of van betrekkelijk belang.

Het zal daarenboven de aandacht niet ontgaan zijn, dat de geteisterde handelaars en nijveraars om de consolideering der schade, die zij wenschen en die tevens in het belang van den Staat ligt, te bespoedigen en te vergemakkelijken, niet gearzeld hebben zich een jaarlijksch offer te getroosten, dat onbetwist hunne toekomstige balansen zal bezwaren en de opbrengst der in hunne onderneming aangewende kapitalen naar verhouding zal verminderen. Dank zij die offervaardigheid, waaraan wij hier volgaarne eene bijzondere hulde brengen werd het op touw zetten van bovenontwikkelde combinatie in hooge mate vergemakkelijkt.

Eerlijk gesproken, moet toegegeven worden dat door het bij de wetgeving ingediende ontwerp te steunen, iedereen trouw en met vaderlandsliefde het zijne zal bijgedragen hebben tot een werk dat voor 's lands toekomst hoogst wensche-lijk is.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

De Minister van Economische Zaken,
VAN DE VYVERE.

(8)

ANNEXE AU N° 106.

**Projet de loi relatif à la constitution
d'une Association Nationale des
Industriels et Commerçants pour
la réparation des dommages de
guerre.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances, et de
Notre Ministre des Affaires Écono-
miques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre nom, aux
Chambres législatives par Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à
approuver la constitution d'une Asso-
ciation suivant les statuts publiés en
annexe et sous la dénomination « Asso-
ciation Nationale des Industriels et
Commerçants pour la réparation des
dommages de guerre ». Cette Asso-
ciation acquerra la personnalité juridique
par l'approbation de ses statuts; ses
engagements seront réputés commer-
ciaux.

BIJLAGE VAN N° 106.

**Wetsontwerp betreffende de oprichting
eener Nationale Vereeniging van
Handelaars en Nijveraars voor het
herstel der oorlogsschade.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën, en
van Onzen Minister van Economische
Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in
Onzen naam, door Onzen Eersten Mi-
nister, Minister van Financiën aan de
Wetgevende Kamers ter overweging
worden aangeboden :

ARTIKEL ÉÉN.

De Regeering wordt gemachtigd tot
het goedkeuren der oprichting van eene
vereeniging volgens de als bijlage uit-
gegeven statuten en onder de benaming
van « Nationale Vereeniging der Nij-
veraars en Handelaars voor het herstel
der oorlogsschade ». Door de goed-
keuring harer statuten verkrijgt die
Vereeniging rechtspersoonlijkheid; hare
verbintenissen worden geacht handels-
verbintenissen te zijn.

ART. 2.

La demande d'admission des sociétés commerciales dans l'Association sera valablement formulée par leurs associés-gérants ou leur Conseil d'administration agissant soit en vertu des pouvoirs conférés par leurs statuts, soit, nonobstant toute disposition contraire, en vertu d'une autorisation donnée par une assemblée générale des associés convoqués à cet effet et délibérant à la majorité simple des voix.

ART. 3.

L'État est autorisé à assumer la charge du remboursement en trente années et du paiement de l'intérêt des obligations que, d'accord avec lui, cette Association émettra pour la réalisation de son objet. L'annuité nécessaire au service des intérêts et de l'amortissement sera portée, chaque année, au Budget de la Dette publique.

Ces obligations porteront le visa de l'État belge.

Toutes les signatures à apposer sur les obligations pourront être remplacées par des griffes.

ART. 4.

Le produit des emprunts sera affecté par cette Association exclusivement à l'achat, par cette Association, des titres de créances pour dommages de guerre accordés conformément à la législation sur la matière et qui seront ensuite remis à l'État.

ART. 2.

De aanvraag om aanneming van de handelsvennootschappen bij de Vereeniging wordt geldig opgemaakt door hunne vennoten-zaakvoerders of door hunnen Beheerraad handelende hetzij krachtens de door hare statuten toegekende bevoegdheid, hetzij niettegenstaande elk tegenstrijdig beding, krachtens eene machtiging verleend door eene algemeene vergadering van de daartoe opgeroepen vennoten, en welke bij eenvoudige meerderheid van stemmen beslist.

ART. 3.

De Staat wordt gemachtigd den last op zich te nemen van de terugbetaling in dertig jaar, en van de betaling van den interest der obligaties welke deze Vereeniging, in overleg met haar, zal uitgeven tot het verwezenlijken van haar doel. De voor den dienst der interesten en der aflossing noodige annuïteit zal elk jaar op de Begrooting der Openbare Schuld gebracht worden.

Die obligatiës dragen het visa van den belgischen Staat.

Al de op de obligaties te stellen handteekeningen mogen door naamstempels vervangen worden.

ART. 4.

De opbrengst der leeningen wordt door deze Vereeniging uitsluitend aangewend tot het aankopen door haar van de overeenkomstig de ter zake geldende wetgeving toegekende titels van schuldvorderingen voor oorlogschade, dewelke daarna aan den Staat zullen afgegeven worden.

ART. 5.

Les charges assumées par l'État, conformément à l'article 3, étant substituées, en vertu de la présente loi, aux engagements constatés par les titres de créances achetés par l'Association, le Trésor sera libéré desdits engagements en raison des obligations visées par lui.

ART. 6.

L'Association présentera chaque année au Ministre des Finances le compte détaillé de l'emploi des fonds produits par les emprunts.

Ce compte sera annexé au Budget de la Dette publique.

ART. 7.

Les frais généraux de l'Association, en ce compris les frais de confection et d'émission des obligations, sont à charge de l'État; ils seront portés chaque année au Budget de la Dette publique.

ART. 8.

Les coupons des obligations à émettre par l'Association, de même que les primes de remboursement, sont exempts de tous impôts cédulaires présents et futurs au profit de l'État, des provinces et des communes.

ART. 9.

Les titres des emprunts sont exempts du timbre; il en est de même de tous les documents relatifs à leur souscription. Les souscriptions à ces emprunts sont exonérées de la taxe sur les opérations de bourse.

ART. 10.

Sans préjudice à l'exigibilité du droit

ART. 5.

Daar de door den Staat, overeenkomstig artikel 3, op zich genomen lasten de verbintenissen vervangen welke bij de door de Vereeniging aangekochte titels van schuldvorderingen vastgesteld zijn, zoo zal de Schatkist van gemelde verbintenissen ontheven zijn uit hoofde van de door haar geviseerde obligaties.

ART. 6.

De Vereeniging legt ieder jaar den Minister van Financiën eene omstandige rekening over van het gebruik van de door de leeningen opgebrachte fondsen.

Die rekening wordt bij de Begrooting Openbare Schuld gevoegd.

ART. 7.

De algemeene onkosten van de Vereeniging, waaronder de kosten van vervaardiging en uitgifte der obligaties, zijn ten laste van den Staat; zij worden ieder jaar op de Begrooting der Openbare Schuld gebracht.

ART. 8.

De coupons van de door de Vereeniging uit te geven obligaties alsook de terugbetalingspremiën zijn vrij van alle tegenwoordige en toekomstige cedulaire belastingen ten bate van Staat, provinciën en gemeenten.

ART. 9.

De titels van de leeningén zijn zegelvrij; hetzelfde geldt voor al de documenten betreffende de inschrijving daarop. De inschrijvingen op die leeningen zijn vrijgesteld van de belasting op de beursverrichtingen.

ART. 10.

Met voorbehoud van de opvorder-

de timbre de quittance, sont exempts de la formalité de l'enregistrement ainsi que des droits de timbre, de greffe et d'hypothèque, tous les actes relatifs à l'exécution de la présente loi, à la constitution et au fonctionnement de ladite Association.

ART. 11.

Pour le recouvrement de la somme due par chaque associé en vertu de l'article 8 des statuts de l'Association, l'État a privilège sur tous les biens meubles et immeubles du redevable. Ce privilège n'est primé, quant aux meubles, que par les privilèges existant au profit de l'État et des administrations publiques du chef d'impôts; il ne produit ses effets relativement aux immeubles que moyennant une inscription faite sans frais et ne préjudiciant pas aux privilèges et hypothèques antérieurs.

Le recouvrement de la somme due par les associés à ce titre est poursuivi par l'État suivant les formes établies en matière d'enregistrement.

ART. 12.

Un arrêté royal règlera l'exécution de la présente loi et déterminera notamment les modalités des emprunts et de leur émission.

Donné à Bruxelles, le 28 janvier 1924.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

ALBERT.

baarheid van het quitantie zegelrecht, zijn al de akten betreffende de uitvoering dezer wet, de oprichting en de werking van gemelde Vereeniging vrijgesteld van de formaliteit der registratie alsmede van de zegel, griffie en hypotheekrechten.

ART. 11.

Voor de invordering van de door elken vennoot, krachtens artikel 8 van de statuten der Vereeniging, verschuldigde som, heeft de Staat een voorrecht op al de roerende en onroerende goederen van den schuldplichtige. Dat voorrecht wat betreft de meubelen wordt slechts overtroffen door de voorrechten, welke uit hoofde van belastingen, ten bate van den Staat en de openbare besturen bestaan; nopens de onroerende goederen doet het enkel zijne werking gelden mits eene kosteloze inschrijving welke aan de vroegere voorrechten en hypotheeken geene afbreuk doet.

De invordering van de door de vennoten te dien titel verschuldigde som wordt door den Staat vervolgd volgens de in zake registratie gevestigde pleegvormen.

ART. 12.

Een koninklijk besluit regelt de uitvoering dezer wet en bepaalt namelijk de modaliteiten van de leeningen en van hunne uitgifte.

Gegeven te Brussel, den 28 Januari 1924.

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Économiques, | De Minister van Economische Zaken,

A. VAN DE VYVERE.

PROJET

DE

STATUTS DE L'ASSOCIATION

Entre les soussignés et ceux qui, dans l'avenir, adhérant aux présents statuts, seront admis par le Conseil d'administration, il est formé une Association régie par les dispositions suivantes.

Dénomination, objet, siège, durée.

ARTICLE PREMIER.

L'Association prend la dénomination d' « Association Nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre ».

ART. 2.

L'Association a pour objet exclusif de faciliter à ses membres la réparation de leurs dommages de guerre, par l'achat des titres obtenus par eux conformément à la législation sur la matière ou de tous autres titres y substitués.

ART. 3.

Le siège social est à Bruxelles, rue n°

ART. 4.

L'Association prend cours ce jour; elle prendra fin au moment du remboursement complet des obligations à émettre en vertu de l'article 15 ci-après :

ONTWERP

VAN DE

STATUTEN DER VEREENIGING

Tusschen de ondergeteekenden en degenen die zich, in de toekomst bij deze statuten aansluiten en door den Beheerraad worden aangenomen, wordt eene vereeniging gesticht welke door onderstaande bepalingen beheerscht wordt.

Benaming, doel, zetel, duur.

ARTIKEL EÉN.

De Vereeniging neemt de benaming van « Nationale Vereeniging der Nijverraars en Handelaars voor het herstel der oorlogsschade ».

ART. 2.

De Vereeniging heeft tot uitsluitend doel het herstel der oorlogsschade aan hare leden te vergemakkelijken door den aankoop van de door hem overeenkomstig de ter zake geldende wetgeving bekomen titels, of van elke andere titels waardoor zij vervangen worden.

ART. 3.

De maatschappelijke zetel is gevestigd te Brussel, straat, n°

ART. 4.

De Vereeniging gaat met heden in; zij neemt een einde op het oogenblik van de algeheele terugbetaling der krachtens navolgend artikel 15 uit te geven obligaties.

**Fonds social, engagements
des associés.**

Art. 5.

Le fonds social est illimité.

Art. 6.

Le fonds est formé de parts nominatives et indivisibles de 1,000 francs chacune; chaque associé est tenu de souscrire, au moment de son admission, un nombre de parts représentant une somme au moins égale au montant des titres de créances pour dommages de guerre cédés par lui à l'Association.

L'engagement pris par chaque associé de ce chef est réduit au prorata du remboursement des obligations émises par l'Association pour se procurer les sommes nécessaires à l'achat des titres de créances pour dommages de guerre cédés par cet associé. Ces parts sont incessibles à des tiers sauf autorisation du Conseil d'administration.

Art. 7.

Le fonds social constitue la garantie du remboursement des obligations à émettre par l'Association en vertu de l'article 15 ci après, et du paiement des intérêts afférents à ces obligations, paiement et remboursement assumés par l'État.

Art. 8.

Indépendamment des parts du fonds social par lui souscrites, chaque associé

**Maatschappelijk fonds, Verbintenissen
der vennoten.**

Art. 5.

Het maatschappelijk fonds is onbepaald.

Art. 6.

Het fonds bestaat uit onverdeeldbare aandelen op naam van 1,000 frank elk; elke vennoot is verplicht, op het oogenblik zijner opneming in te schrijven op een aantal aandelen dat eene som vertegenwoordigt ten minste gelijk aan het bedrag der door hem aan de vereeniging afgestane titels van schuldvorderingen voor oorlogsschade.

De door elken vennoot uit dien hoofde aangegane verbintenis wordt verminderd naar verhouding van de terugbetaling der obligaties door de Vereeniging uitgegeven om zich de noodige sommen aan te schaffen tot den aankoop van de titels van schuldvorderingen voor oorlogsschade welke door dien vennoot afgestaan werden.

Die obligaties mogen behoudens machtiging van den Beheerraad, niet aan derden afgestaan worden.

Art. 7.

Het maatschappelijk fonds is de waarborg van de terugbetaling der door de Vereeniging krachtens navolgend artikel 15 uit te geven obligaties en van de betaling der interesten in verband met die obligaties, welke betaling en terugbetaling de Staat op zich neemt.

Art. 8.

Buiten de door hem onderschreven aandelen van het maatschappelijk

est tenu de verser chaque année, pendant trente ans, à l'Association, pour être remis à l'État, conformément à l'article 15 des présents statuts à titre de contribution au service des obligations dont il sera question ci-après, six par mille du montant des titres de créances pour dommages de guerre cédés par lui à l'Association; cette contribution est payable par semestre et par anticipation.

L'associé est autorisé à se libérer à tout moment en tout ou en partie de cette charge par le paiement de la valeur actuelle de cette contribution déterminée par le Conseil d'administration en tenant compte d'un taux de capitalisation de 5 %.

ART. 9.

La responsabilité de chaque associé est limitée aux engagements ci-dessus; il n'existe aucune solidarité entre les associés.

Admission des associés.

ART. 10.

Toute personne désirant faire partie de l'Association est tenue d'en faire par écrit la demande au Conseil d'administration qui statue souverainement.

ART. 11.

Tout associé est tenu d'apposer sa signature, précédée de la date, en regard de son nom sur un registre tenu au siège de l'Association, relatant le texte des statuts et contenant :

1° L'indication précise par nom, pré-

fonds, moet elke vennoot jaarlijks gedurende dertig jaren aan de Vereeniging 6 per duizend storten van het bedrag van de door hem aan de Vereeniging afgestane titels van schuldverdringen voor oorlogsschade, welke 6 per duizend overeenkomstig artikel 15 dezer statuten aan den Staat moet overgedragen worden ten titel van bijdrage in den dienst der obligaties waarvan sprake hierna; die bijdrage is betaalbaar per halfjaar en bij voorbaat.

De vennoot is gemachtigd zich ten allen tijd geheel of gedeeltelijk van dien last te ontheffen door de betaling van de huidige waarde van die bijdrage door den Beheerraad vastgesteld met inachtneming van eenen kapitalisatievoet van 5 t. h.

ART. 9.

De verantwoordelijkheid van elken vennoot wordt beperkt tot bovenstaande verbintenissen; de vennoten zijn niet solidair verbonden.

Admissie der vennoten.

ART. 10.

Zij die wenschten deel uit te maken van de Vereeniging, zijngehouden zulks schriftelijk aan te vragen bij den Beheerraad die onherroepelijk beslist.

ART. 11.

De vennoten zijn gehouden hunne handteekening, voorafgegaan door den datum, tegenover hunnen naam te stellen in een, ten zetel der Vereeniging gehouden register waarin de tekst der statuten vermeld staat, en houdende :

1° De nauwkeurige aanduiding van

nom, profession et demeure des associés ;

2° La date de leur admission ;

3° L'indication du nombre de parts souscrites.

L'apposition de la signature de l'associé sur ce registre emporte adhésion aux statuts. Cette adhésion peut être réalisée de la même manière par un mandataire.

ART. 12.

Il est délivré à chaque associé un titre nominatif contenant le texte des statuts, l'indication précise du titulaire, la date de son admission, le nombre de parts souscrites, le tout signé par deux membres du Conseil d'administration et par le titulaire.

ART. 13.

Les associés n'ont pas le droit de se retirer de l'Association sauf le cas de cession prévu à l'article 6 ci-dessus.

ART. 14.

L'incapacité juridique d'un associé ou son décès ne mettra pas fin à l'Association.

Celle-ci continuera soit avec l'incapable agissant par son représentant légal, soit avec les ayants-droit de l'associé décédé. Ces ayants-droit devront dans les six mois du décès, obtenir du Conseil d'administration statuant souverainement l'agrément d'au moins un représentant responsable établi dans le pays et offrant les garanties nécessaires de solvabilité ; à défaut d'obtenir cette

naam, voornaam, beroep en adres der vennoten ;

2° Den datum van hunne opneming ;

3° De aanduiding van het aantal onderschreven aandeelen.

Het stellen van de handteekening van den vennoot in dat register sluit het toetreden tot de statuten in zich. Die toetreding kan op dezelfde wijze door eenen lasthebber voltrokken worden.

ART. 12.

Aan elken vennoot wordt een titel op naam uitgereikt, houdende den tekst der statuten, de nauwkeurige aanduiding van den titularis, den datum van zijne opneming, het aantal onderschreven aandeelen, dit alles ondertekend door twee leden van den Beheerraad en door den titularis.

ART. 13.

De vennoten hebben het recht niet uit de Vereeniging te treden, behoudens het onder bovenstaand artikel 6 voorzien geval van afstand.

ART. 14.

De gerechtelijke onbekwaamheid van eenen vennoot of zijn overlijden veroorzaken het einde niet van eene Vereeniging.

Deze blijft voortbestaan hetzij met den onbekwame handelende door zijnen wettelijken vertegenwoordiger, hetzij met de rechthebbenden van den overleden vennoot. Binnen de 6 maanden van het overlijden moeten die rechthebbenden van den Beheerraad, die onherroepelijk beslist de aanneming bekomen van een binnen het land gevestigde aansprakelijken vertegenwoordiger, die

agréation dans le délai préindiqué, la totalité de la somme restant due, en vertu de l'article 8 ci-dessus, ramenée à sa valeur actuelle au taux de capitalisation de 5 %, deviendra exigible immédiatement et de plein droit. En cas de décès de ce représentant, de retrait de son agréation ou d'événement entraînant son incapacité, il est pourvu à son remplacement dans le délai de six mois sous la même sanction.

De même, la dissolution d'une société membre de l'Association, ne mettra pas fin à celle-ci; la société à dissoudre devra faire agréer son successeur par le Conseil d'administration de l'Association et à défaut d'obtenir cette agréation elle devra faire le versement indiqué ci-dessus.

En cas de faillite d'un associé, les droits de l'Association et de l'État seront réglés suivant le droit commun.

Émission des obligations.

ART. 15.

L'Association se procure les sommes nécessaires à l'achat des titres de créances pour dommages de guerre par l'émission d'obligations nominatives ou au porteur, remboursables en trente années par tirages au sort ou par rachat et productives d'un intérêt dont le taux est fixé par le Conseil d'administration d'accord avec le Gouvernement. Le remboursement de ces obligations et le paiement de l'intérêt sont effectués par l'État, auquel l'Association remet chaque semestre, comme contribution à cette fin, la somme reçue par elle de ses

de noodige waarborgen van gegoedheid aanbiedt; wordt deze aanneming binnen vorenvermelden termijn niet verkregen, zoo wordt de krachtens voorgaand artikel 8 nog verschuldigde som, tot hare huidige waarde herleid tegen eenen kapitalisatievoet van 5 t. h., onmiddellijk en van rechtswege opvorderbaar. In geval van overlijden van dien vertegenwoordiger, van intrekking zijner aanneming of van een gebeurtenis die zijne onbekwaamheid, ten gevolge heeft, dient hij, onder dezelfde sanctie, binnen de zes maanden, te worden vervangen.

Desgelijks stelt de ontbinding van eene vennootschap die lid der vereeniging is aan deze geen einde; de te ontbinden vennootschap moet haren opvolger door den Beheerraad van de Vereeniging doen aannemen en bij gebreke die aanneming te verkrijgen moet zij bovenvermelde storting doen.

In geval van faillissement van eenen vennoot, worden de rechten van de Vereeniging en van den Staat volgens het gemeen recht geregeld,

Uitgifte der obligaties.

ART. 15.

De tot den aankoop der titels van schuldvorderingen voor oorlogsschade benodigde sommen verschafft zich de Vereeniging door uitgifte van obligaties op naam of aan toonder, binnen de dertig jaar terugbetaalbaar door lotingen of door inkoop, en rentende eenen interest waarvan het percent door den Beheerraad, in overleg met de Regeering, vastgesteld wordt. De terugbetaling van die obligaties en de betaling van den interest worden gedaan door den Staat, aan wien de Vereeniging, als bijdrage daartoe, elk halfjaar de som

associés en vertu de leur engagement de verser six par mille l'an ou la valeur actuelle de cette annuité, ainsi qu'il est prévu à l'article 8 ci-dessus.

Administration.

ART. 16.

L'Association est gérée par un Conseil d'administration composé de cinq membres dont trois à désigner par le Gouvernement et deux nommés par l'Assemblée générale des associés. Ces membres sont nommés pour cinq ans et sont rééligibles.

ART. 17.

Les opérations de l'Association sont contrôlées par un collège de trois commissaires nommés pour trois ans, deux par le Gouvernement, un par l'Assemblée générale des associés. Tous trois délibèrent en collège. Ils sont rééligibles.

ART. 18.

Les administrateurs et commissaires sont révocables à tout moment. Ils sont responsables conformément au droit commun de l'exécution de leur mandat, mais n'assument aucune autre responsabilité personnelle du chef des engagements de l'Association.

ART. 19.

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer l'Association; il peut accomplir tous actes d'administration et

afstaat welke zij van hare vennoten ontvangen heeft, krachtens hunne verbintenis om zes per duizend 's jaars of de huidige waarde van die annuïteit te storten, zooals in voorgaand artikel 8 voorzien is.

Beheer.

ART. 16.

De Vereeniging wordt beheerd door eenen Beheerraad bestaande uit vijf leden, waarvan drie door de Regeering aangewezen en twee door de Algemeene Vergadering der vennoten benoemd worden.

Die leden worden voor vijf jaar benoemd en zijn herkiesbaar.

ART. 17.

Op de verrichtingen van de Vereeniging wordt toezicht gehouden door een college van drie commissarissen voor drie jaar benoemd, twee door de Regeering, één door de Algemeene Vergadering der vennoten. Alle drie beraadslagen in college. Zij zijn herkiesbaar.

ART. 18.

Beheerders en commissarissen kunnen ten allen tijde ontzet worden. Zij zijn aansprakelijk overeenkomstig het gemeen recht voor de uitvoering van hun mandaat, doch nemen geen enkele andere verplichting op zich uit hoofde van de verbintenissen der Vereeniging.

ART. 19.

De Beheerraad heeft de ruimste macht om de Vereeniging te beheeren en te besturen; hij mag al de daden van beheer en beschikking verrichten welke

de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée générale par les statuts.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un administrateur-délégué dont le Conseil détermine les attributions; il peut aussi conférer des pouvoirs spéciaux, temporaires ou permanents, à un ou plusieurs autres membres ou à des tiers.

Sauf délégation spéciale, l'Association est représentée vis-à-vis des tiers par deux membres du Conseil d'administration sans qu'ils aient à justifier d'un pouvoir spécial à cette fin ou d'une délibération à cet égard.

Le Conseil d'administration agit en justice au nom de l'Association, poursuites et diligences de son Président ou de l'Administrateur-délégué.

ART. 20.

Le Collège des commissaires a les pouvoirs de contrôle les plus étendus; il peut notamment prendre connaissance à tout moment, au siège de l'Association, des documents relatifs à l'administration.

ART. 21.

Le Conseil d'administration et le Collège des commissaires se réunissent, sur convocation du Président ou, à défaut, de deux autres membres, aussi souvent que le comportent les affaires sociales. Il est tenu un procès-verbal de leurs délibérations.

ART. 22.

Chacun de ces collèges élit dans son

bij de statuten niet uitdrukkelijk aan de Algemeene vergadering voorbehouden zijn.

Hij kan zijne machten geheel of gedeeltelijk aan eenen gevolmachtigden beheerder overdragen welks bevoegdheden door den Raad bepaald worden; hij kan ook speciale, tijdelijke of bestendige bevoegdheden aan een of meer andere leden of aan derden verleen.

Behoudens bijzondere machtsoverdracht wordt de Vereeniging tegenover derden vertegenwoordigd door twee leden van den Beheerraad zonder dat deze eene daartoe bijzondere machtgeving eene beraadslaging daaromtrent te verantwoorden hebben.

De Beheerraad mag in naam van de Vereeniging in rechten optreden op vervolging en benaerstiging van zijnen Voorzitter of van den gevolmachtigden Beheerder.

ART. 20.

Het College der commissarissen heeft de ruimste bevoegdheden tot toezicht; het mag namelijk ten allen tijde ten zetel van de Vereeniging inzage nemen van de documenten betreffende het beheer.

ART. 21.

De Beheerraad en het College der commissarissen vergaderen, mits daartoe opgeroepen door den Voorzitter, of bij ontstentenis, door twee andere leden, zoo dikwijls als de maatschappelijke aangelegenheden het vereischen; van de beraadslagingen wordt een proces-verbaal gehouden.

ART. 22.

Elk van die colleges verkiest uit zijn

sein un président pour toute la durée de son mandat d'administrateur ou de commissaire; il est rééligible.

Il ne peut siéger valablement que si la majorité de ses membres est présente; les décisions sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

ART. 23.

En cas de vacance d'une place d'administrateur ou de commissaire nommé par l'assemblée, il y est pourvu provisoirement jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire, par les administrateurs et commissaires réunis en conseil général.

ART. 24.

Le mandat des administrateurs et commissaires n'est rémunéré que par un jeton de présence dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Assemblées générales.

ART. 25.

L'Assemblée générale se réunit sur convocation du Conseil d'administration ou du Collège des commissaires; elle doit être convoquée si des associés représentant au moins un cinquième du capital en font la demande par lettre adressée au Conseil d'administration.

Elle se réunit en plein droit, sans convocation le de à au siège social pour entendre le rapport du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, arrêter les comptes sociaux et le bilan, procéder

leden eenen voorzitter voor den ganschen duur van zijn mandaat als beheerder of als commissaris; hij is herkiezbaar.

Het kan slechts geldig zetelen indien de meerderheid zijner leden tegenwoordig is; de beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen; bij staking van stemmen heeft de voorzitter beslissende stem.

ART. 23.

In geval vacatuur van eene plaats van beheerder of commissaris door de vergadering benoemd, wordt daarin voorloopig tot de eerstkomende gewone algemeene vergadering voorzien door de beheerders en commissarissen in algemeen raad vergaderd.

ART. 24.

Het mandaat van beheerder en commissaris wordt slechts bezoldigd door zitpenningen waarvan het bedrag door de Regeering bepaald wordt.

Algemeene vergaderingen.

ART. 25.

De algemeene Vergadering wordt belegd door oproeping vanwege den Beheerraad of het College der commissarissen; zij moet opgeroepen worden indien vennoten ten minste een vijfde van het kapitaal voorstellend het bij eenen tot den Beheerraad gerichtten brief aanvragen.

Zij vergadert van rechtswege, zonder oproeping, den van om ten maatschappelijken zetel om het verslag van den Beheerraad en van het College der commissarissen te hooren, de maatschappelijke rekeningen

aux nominations statutaires. Tout autre objet soumis à la délibération de l'Assemblée par le Conseil d'administration doit être indiqué dans un ordre du jour publié, avec convocation, au *Moniteur belge* quinze jours au moins avant l'Assemblée. Les assemblées générales extraordinaires devront de même être convoquées quinze jours au moins à l'avance, par avis au *Moniteur belge* et contenant l'ordre du jour.

ART. 26.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des voix, chaque associé disposant d'une voix par part du fonds social souscrite par lui, sans limitation de nombre les associés peuvent se faire représenter à l'assemblée mais par un autre associé seulement.

Nul ne peut assister à l'assemblée sans en avoir avisé le Conseil d'administration par lettre recommandée à la poste, parvenue cinq jours au moins avant cette assemblée.

Comptes annuels.

ART. 27.

Le Conseil d'administration dresse chaque année, et pour la première fois le , un inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de l'Association, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

en de balans af te sluiten, tot de statutaire benoemingen over te gaan. Elk ander onderwerp door den Beheerraad aan de beraadslaging van de Vergadering voorgesteld, moet vermeld staan in eene dagorde welke met de oproeping in den *Moniteur belge* ten minste vijftien dagen voor de vergadering dient bekendgemaakt te worden. De buitengewone algemeene vergaderingen moeten desgelijks vijftien dagen vooraf bijeengeroepen worden door middel van een bericht in den *Moniteur*, en houdende de dagorde.

ART. 26.

De beslissingen van de algemeene vergadering worden bij meerderheid van stemmen genomen; elke vennoot beschikt over eene stem voor elk door hem onderschreven aandeel in het maatschappelijk fonds, zonder beperking van aantal; de vennoten mogen zich ter vergadering laten vertegenwoordigen, doch enkel door een anderen vennoot.

Niemand mag de vergadering bijwonen zonder den Beheerraad verwittigd te hebben bij ter post aangeteekenden brief welke ten minste vijf dagen vóór die vergadering moet toegekomen zijn.

Jaarlijksche rekeningen.

ART. 27.

De Beheerraad maakt elk jaar en voor de eerste maal den , een inventaris op van alle actieve en passieve bestanddeelen van het bezit der Vereeniging alsmede eene balans en eene winst- en verliesrekening.

Dissolution, liquidation.**ART. 28.**

En cas de dissolution de l'Association, qui ne pourra être prononcée qu'avec l'approbation de l'État, celle-ci sera liquidée par le Conseil d'administration, sous la surveillance du Collège des commissaires. Le boni éventuel de la liquidation appartiendra à l'État.

Modifications aux statuts.**ART. 29.**

Les statuts ne pourront être modifiés que par une assemblée générale convoquée spécialement à cet effet, et à laquelle des associés titulaires de deux tiers du fonds social seront représentés.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les associés présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix; elle ne produira ses effets qu'après avoir été approuvée par arrêté royal.

Ontbinding. — Vereffening.**ART. 28.**

In geval van ontbinding van de Vereeniging, hetgeen slechts met de toestemming van den Staat kan geschieden, zal zij door den Beheerraad onder toezicht van het College der commissarissen geliquideerd worden. Het mogelijk batig saldo der liquidatie behoort den Staat toe.

Wijzigingen in de statuten.**ART. 29.**

De statuten mogen slechts gewijzigd worden door eene algemeene vergadering daartoe opzettelijk belegd en waarop vennoten die samen de twee derden van het maatschappelijk fonds bezitten, zullen vertegenwoordigd zijn.

Indien die laatste voorwaarde niet vervuld is, wordt eene nieuwe oproeping noodzakelijk en de nieuwe vergadering zal geldig beraadslagen welk ook het door de aanwezige vennoten, vertegenwoordigd kapitaalsaandeel zij.

Geen enkele wijziging wordt aangenomen indien zij niet de drie vierden der stemmen wegdraagt; zij wordt slechts van kracht na goedkeuring bij koninklijk besluit.